Prolétaires de tous les pays, UNISSEZ-VOUS !

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Bimestriel nº 450 • janv.-févr. 2015 • www.internationalism.org • france@internationalism.org • 1,30 Euro – 2,50 FS – 2 $ can.

Attentats sanglants à Paris

Le terrorisme : une manifestation de la putréfaction de la société bourgeoise

Cabu, Charb, Tignous, Wolinski, ces quatre noms parmi la vingtaine de morts inscrits au bilan des tueries de Paris des 7 et 9 janvier sont un symbole. Ce sont eux qui étaient visés en priorité. Et pour quelle raison ? Parce qu'ils représentaient l'intelligence contre la bêtise, la raison contre le fanatisme, la révolte contre la soumission, le courage contre la lâcheté [1], la sympathie contre la haine, et cette qualité spécifiquement humaine : l'humour et le rire contre le conformisme et la grisaille bien-pensante. On pouvait rejeter et combattre certains de leurs positionnements politiques (dont certains étaient parfaitement bourgeois) [2]. Mais ce qui était frappé, c'est justement ce qu'ils avaient de meilleur. Ce déchaînement barbare de violence contre de simples dessinateurs ou d'inoffensifs clients d'un supermarché a provoqué une émotion considérable, non seulement en France mais dans le monde entier, et c'est normal. L'utilisation que font aujourd'hui de cette émotion tous les représentants patentés de la démocratie bourgeoise ne doit pas occulter le fait que l'indignation, la colère et la profonde tristesse qui ont saisi des millions d'hommes et de femmes, et qui les a fait descendre spontanément dans la rue le 7 janvier, était une réaction saine et élémentaire contre cet acte ignoble de barbarie.

1) Depuis des années déjà, ces dessinateurs recevaient régulièrement des menaces de mort.

2) Wolinski le soixante-huitard n'avait-il pas ensuite collaboré à *l'Huma* pendant plusieurs années ? Lui-même avait d'ailleurs écrit : "*Nous avons fait mai 68 pour ne pas devenir ce que nous sommes devenus*"

Un pur produit de la décomposition du capitalisme

Le terrorisme ne date pas d'hier [3]. La nouveauté, c'est la forme qu'il a prise et le fait qu'il s'est fortement développé à partir du milieu des années 1980 pour devenir un phénomène planétaire sans précédent. La série d'attentats aveugles qui a frappé Paris en 1985-86, et qui, de façon claire, n'était pas le simple fait de petits groupes isolés mais portait la signature d'un État, inaugurait une période nouvelle dans l'utilisation du terrorisme qui, depuis, a pris une extension inconnue dans l'histoire faisant un nombre croissant de victimes.

Les attentats terroristes perpétrés par des fanatiques islamistes ne sont pas chose nouvelle non plus. L'histoire de ce début de siècle en est régulièrement le témoin, et avec une ampleur bien plus grande que celle des attentats de Paris début janvier 2015.

Les avions-kamikazes contre les Twin Towers de New York le 11 septembre 2001 ont ouvert une nouvelle époque. Pour nous il est clair que les services secrets américains ont laissé faire et même favorisé ces attentats qui ont permis à la puissance impérialiste américaine de justifier et déchaîner la guerre en Afghanistan et en Irak tout comme l'attaque japonaise contre la base navale de Pearl Harbor en décembre 1941, prévue et voulu par Roosevelt, avait servi de prétexte pour l'entrée des États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale [4]. Mais il est clair aussi que ceux qui avaient pris les commandes des avions étaient des fanatiques complètement délirants qui pensaient gagner le paradis en tuant massivement et en faisant le sacrifice de leur vie.

3) Au XIXe siècle, de petites minorités révoltées contre l'État y avaient recours, comme les populistes en Russie et comme certains anarchistes en France ou en Espagne. Ces actions violentes stériles ont toujours été utilisées par la bourgeoisie contre le mouvement ouvrier pour justifier la répression et des "lois scélérates".

Moins de trois ans après New York, le 11 mars 2004, Madrid a été le théâtre d'un massacre effroyable : des bombes "islamistes" ont provoqué 200 morts et plus de 1500 blessés dans la gare d'Atocha ; des corps humains étaient tellement déchiquetés qu'ils n'ont pu être identifiés que par leur ADN. L'année suivante, le 7 juillet 2005, c'est Londres qui est frappée : quatre explosions également dans les transports publics ont fait 56 morts et 700 blessés. La Russie également a connu plusieurs attentats islamistes au cours des années 2000, dont celui du 29 mars 2010 qui a fait 39 morts et 102 blessés. Et bien entendu, les pays périphériques n'ont pas été épargnés à l'image de l'Irak depuis l'intervention américaine en 2003 et comme on a pu le voir encore tout dernièrement au Pakistan, à Peshawar, où en décembre dernier 141 personnes, dont 132 enfants, ont péri dans une école.

4) Lire notre article sur notre site : *Pearl Harbor 1941, les 'Twin Towers' 2001 : le machiavélisme de la bourgeoisie* (http://fr.internationalism.org/french/rint/108_machiavel.htm).

Ce dernier attentat, où ce sont spécifiquement des enfants qui sont la cible, illustre, dans toute son horreur, la barbarie croissante de ces adeptes du "Djihad". Mais l'attentat de Paris du 7 janvier, bien que beaucoup moins meurtrier et atroce que celui du Pakistan, exprime une dimension nouvelle dans la barbarie.

Dans tous les cas précédents, aussi révoltant que soit le massacre de populations civiles, et notamment d'enfants, il y avait une certaine "rationalité" : il s'agissait d'exercer des représailles ou de tenter de faire pression sur des États et leurs forces armées. Le massacre de Madrid de 2004 était censé "punir" l'Espagne pour son engagement en Irak à côté des États-Unis. De même pour les attentats de Londres en 2005. Dans l'attentat de Peshawar, il s'agissait de faire pression sur les militaires pakistanais en massacrant leurs enfants. Mais dans le cas de l'attentat de Paris du 7 janvier, il n'y a pas le moindre "objectif militaire", même illusoire, de cet ordre. On a assassiné les dessinateurs de *Charlie hebdo* et leurs collègues pour "venger le prophète" dont ce journal avait publié des caricatures. Et cela, non pas dans un pays ravagé par la guerre ou soumis à l'obscurantisme religieux, mais dans la France "démocratique, laïque et républicaine".

La haine et le nihilisme sont toujours un moteur essentiel dans l'action des terroristes, et particulièrement de ceux qui font délibérément le sacrifice de leur vie pour tuer le plus massivement possible. Mais cette haine qui transforme des êtres humains en machines à tuer froidement, sans la moindre considération pour les innocents qu'ils assassinent, a pour cible principale ces autres "machines à tuer" que sont les États. Rien de ça le 7 janvier à Paris : la haine obscurantiste et le désir fanatique de vengeance sont ici à l'état pur. Sa cible est l'autre, celui qui ne pense pas comme moi, et surtout celui qui pense parce que moi j'ai décidé de ne plus penser, c'est-à-dire d'exercer cette faculté propre à l'espèce humaine.

C'est pour cette raison que la tuerie du 7 janvier a provoqué un tel impact. D'une certaine façon, on est confronté à l'impensable : comment des cerveaux humains, pourtant éduqués dans un pays "civilisé", ont-ils pu formuler un tel projet barbare et absurde qui ressemble à celui des nazis les plus fanatiques brûlant les livres et exterminant les juifs ?

Et le pire n'est pas encore là. Le pire, c'est que l'acte extrême des frères Kouachi, d'Amedy Coulibaly et de

(suite page 3)

Sur le "miracle" asiatique

L'envers du décor

La bourgeoisie a coutume de nous présenter sous les jours les plus favorables la situation du capitalisme mondial en s'appuyant sur les résultats économiques de l'Asie du Sud-Est, qui sont effectivement positifs et semblent témoigner de la bonne santé économique de cette région. Il en découle évidemment d'après la propagande de la classe dominante que, si l'économie des vieilles puissances capitalistes bat quelque peu de l'aile, le capitalisme comme un tout a encore un futur : il est en Asie. La dernière démonstration de cette affirmation est l'annonce que la production de la Chine dépasse désormais en valeur celle des États-Unis [1].

L'autre message que la bourgeoisie veut faire passer aux exploités des vieilles économies développées, c'est que les apparents succès des économies du Sud-Est asiatique sont avant tout dus au fait que la classe ouvrière de ces pays accepte de travailler plus. Le message est clair : tant que les prolétaires d'Europe ou des États-Unis défendront aussi égoïstement leurs "intérêts personnels" face à la collectivité, l'économie de leurs pays stagnera ou régressera. La bourgeoisie essaie de nous faire croire que les conditions d'exploitation infernales qui règnent en Asie du Sud-est sont acceptées, voire souhaitées par les prolétaires d'Asie, et même qu'elles sont indispensables à la prospérité commune !

1) *Libération* du 8 décembre 2014

L'économie chinoise, une expression de la décadence du capitalisme

En réalité, l'Asie du Sud-Est n'est aucunement épargnée par la crise historique du capitalisme, elle en est même une expression. Les taux de croissance de l'économie chinoise correspondent en effet à un véritable cancer économique, le développement d'une tumeur qui ne fait que pomper l'énergie vitale du corps social comme un tout pour exister. Sans la crise de surproduction et l'absolue nécessité dans laquelle se trouve la bourgeoisie de rétablir des marges de profit en trouvant une main-d'œuvre particulièrement bon marché et acceptant des conditions de travail infernales, il n'y aurait jamais eu de développement de l'économie chinoise, laquelle ne constitue en aucune façon une expansion du marché mondial ou une porte de sortie de la crise historique du capitalisme. L'économie chinoise s'est contentée de siphonner les productions industrielles de nombreux pays développés pour les poursuivre en rétablissant un taux de profit acceptable, du fait d'une moindre mécanisation et de l'emploi massif d'une main-d'œuvre sous-payée. Ce qui nous rappelle au passage que ce n'est pas sur les machines que le capital fait du profit, mais à travers l'exploitation de la force de travail.

De plus, un certain nombre d'économistes se posent non seulement des questions sur la réalité d'une crois-

(suite page 2)

M 02485 - 450 - F: 1,30 € - RD

Dans ce numéro

suite de la page 1

Le "miracle" économique asiatique



sance chinoise essentiellement tirée par des investissements d'État dans le bâtiment et un endettement massif, mais aussi sur la réalité des chiffres avancés par le National Bureau of Statistics of China (le bureau national de statistiques chinois). Des économistes bourgeois aussi reconnus qu'Olivier Delamarche ou Patrick Artus mettent ouvertement en doute dans la presse spécialisée les chiffres de la croissance du PIB chinois, qui ne sont aucunement corroborés par une croissance équivalente de la consommation d'énergie et de matières premières, ou de la demande intérieure qui stagne. En d'autres termes : non seulement l'économie chinoise est dopée par des investissements à perte et une production en partie sans perspectives immédiates de vente, mais les chiffres mêmes de production fournis par l'État chinois sont falsifiés ! De fait, il semble que si l'économie chinoise tousse, le thermomètre n'indiquerait que la moitié de la fièvre réelle !

Le chômage de masse, une réalité aussi en Asie

Le chômage de masse est l'une des marques les plus spectaculaires et révélatrices de la décadence du système capitaliste à l'échelle mondiale. Or, ce fléau endémique frappe aussi la plupart des pays asiatiques, particulièrement chez les jeunes. D'après le Forum économique mondial, il y aurait 357,7 millions de jeunes travailleurs au chômage dans le monde et 62 % se trouveraient en Asie du Sud et de l'Est [(2)].

En Inde, 10 millions de jeunes par an arrivent sur le marché du travail, 1 million rien qu'en Indonésie. Le chômage des jeunes entre 15 et 24 ans est estimé à 20 % en Indonésie, 9,4 % en Inde, 10,1 % au Myanmar et 13,6 % aux Philippines. Et ces chiffres, de l'aveu même d'économistes bourgeois, sous-estiment totalement la réalité du phénomène puisqu'ils ne prennent pas en compte les jeunes sous-employés dans les pays à bas revenus. La Chine, notamment, a bien un taux de chômage officiel particulièrement bas (4,1 %, chiffre stable depuis plusieurs années), mais il ne prend aucunement en compte les jeunes ruraux dans un pays où l'émigration intérieure vers l'exploitation forcenée des usines de la côte est la seule option permettant d'échapper quelque peu à une misère encore plus noire. Le caractère désespéré de cette émigration massive des jeunes ruraux vers les bagnes industriels de Shanghai, de Shenzhen ou de Pékin, montre assez que les chiffres officiels ne rendent pas compte de la réalité d'une misère terrible et d'un sous-emploi massif.

Au total, ce sont officiellement 14,2 % des jeunes qui sont au chômage en Asie du Sud et de l'Est, chiffre au-dessus de celui qui est retenu pour l'ensemble du globe qui n'est "que" de 13,1 %. Pour une région qui se porterait économiquement mieux que le reste du monde, il est quand même curieux que le chômage des jeunes y soit plus élevé qu'ailleurs !

Tandis que la bourgeoisie constate que des efforts ont été faits dans ces pays pour élever le niveau de qualification de la jeunesse, elle est parfaitement consciente du potentiel de frustration qui existe chez ces jeunes, encouragés à faire des études et de ce fait appâtés par des salaires potentiellement plus élevés, et constatant à la fin de leurs études qu'il n'y a tout simplement pas assez de travail pour eux. En Chine, si les besoins de main-d'œuvre non-qualifiée sont toujours importants, l'intégration des jeunes devient de plus en plus problématique car, au lieu de rester quelques années à travailler en usine en acceptant des conditions de travail à nulle autre comparable en termes de précarité et de brutalité pour retourner ensuite dans leur région rurale d'origine, totalement épuisés, la jeune génération paysanne commence à massivement envisager de s'installer en ville et de garder son travail dans l'industrie, mais les conditions de travail "à la chinoise" sont évidemment dans ce contexte insupportables. En Chine, la jeune génération demande des métiers plus qualifiés, mieux payés, avec plus de droits et de protection sociale, ce que bien évidemment le patronat peine un peu à accorder. Les derniers conflits du travail sont considérés par les observateurs de la réalité chinoise comme d'une qualité différente de ceux que l'on avait vus se développer auparavant : la jeune génération chinoise refuse de plus en plus les conditions de travail imposées à leurs aînés. Or les fondements du succès de "l'atelier du monde" se trouvaient justement dans cette exploitation forcenée de cette main d'œuvre à bas coût.

La bourgeoisie est particulièrement consciente de la contradiction qui existe dans le fait d'instruire des millions de jeunes, de les former de mieux en mieux pour répondre à l'élévation croissante du niveau technique requis pour intégrer le marché du travail, et en même temps de ne pas pouvoir leur proposer de travail au niveau de leurs qualifications, alors même que ces jeunes ont souvent sacrifié des années de leur vie dans la perspective d'un travail plus qualifié, mieux rémunéré, leur offrant des perspectives d'avenir plus intéressantes que celles qu'ont pu avoir leurs parents, espéraient-ils. La bourgeoisie, par l'intermédiaire du coordinateur de l'emploi des jeunes pour l'Asie au sein de l'Organisation internationale du travail, le reconnaît sans ambages : *"beaucoup de jeunes en Asie font face au même problème : survivre. Lorsque dans de nombreux pays il n'existe pas la protection d'une sécurité sociale, ils ne peuvent rien faire d'autre que survivre. Cela perpétue un cycle de travail informel et de pauvreté. La grande majorité des travailleurs en Asie se trouve dans le secteur informel"*. Nous sommes ici bien loin du futur radieux que nous vante la bourgeoisie en nous parlant de la "croissance" en Asie…

Un montée de la combativité ouvrière en Asie

Si l'on écoute la bourgeoisie, les jeunes travailleurs qui ont la "chance" d'avoir un travail et sortiraient donc de la situation de misère à laquelle leurs parents ont été condamnés, accepteraient les conditions de travail et de salaires en vigueur dans les "ateliers du monde asiatique", que ce soit en Chine, en Indonésie, en Inde ou au Bangladesh. Ils le feraient parce que ce serait une façon d'assurer leur propre futur. Ces assertions sont absolument démenties par les faits : non seulement les conditions d'exploitation terribles qui existent dans ces pays sont contestées par la classe ouvrière sur place, mais les ouvriers d'Asie acceptent de plus en plus mal d'être sous-payés, voire pas payés du tout par des patrons qui sont souvent des escrocs et dans une société marquée par la hausse continue des prix des produits de première nécessité, du logement et des transports.

La concentration d'usines et d'ouvriers dans des villes géantes pose évidemment la possibilité pour les ouvriers de constater l'unification de leurs conditions de vie et de travail, la possibilité de résister à l'exploitation féroce dont ils sont victimes. Il y a eu ces derniers temps des mouvements de grèves géants en Chine, comme en avril dernier où 40 000 ouvriers de l'usine de chaussures de sport Yue Yuen à Dongguan ont fait grève pendant 12 jours pour obtenir le paiement par le patron de la totalité des cotisations sociales, mais aussi des retraites et des arriérés de salaire. En réaction, l'État chinois, comme dans le cas de l'entreprise Yue Yuen, souffle le froid et le chaud, en lançant ses chiens de garde policiers contre les "meneurs" tout en poussant la direction de l'entreprise à accepter certaines revendications des grévistes : privée de syndicats et autres "amortisseurs sociaux", la Chine ne peut se permettre d'affronter trop directement la colère ouvrière et en même temps, ces concessions aux luttes ouvrières peuvent pousser les investisseurs étrangers à déménager de Chine pour d'autres cieux. Dans le cas de l'usine Yue Yuen, la firme Adidas, cliente de l'usine, a d'ores et déjà annoncé ne plus vouloir travailler avec elle.

D'après *Reuters*, le nombre de grèves en Chine avait pour les premiers mois de l'année 2014 augmenté d'un tiers sur un an. Début décembre, ce sont les instituteurs de la région de Harbin qui se sont mis en grève pour des augmentations de salaires [(3)] et le paiement de leurs cotisations retraites par l'État. L'importance de la question des cotisations-retraites doit être soulignée : c'est leur avenir que les prolétaires chinois défendent à travers cette revendication.

Mais les prolétaires chinois ne sont pas les seuls à lutter : une grève des employés de banque pour leurs salaires a touché le Bangladesh en mars 2014. Une autre grève dans le secteur bancaire menace en Inde, toujours pour une question de salaires ; un million d'ouvriers ont cessé le travail et manifesté dans toute l'Indonésie pour obtenir de meilleurs salaires. Tous ces mouvements montrent à l'évidence qu'en Asie, malgré ce que la bourgeoisie nous dit, les ouvriers ne sont pas plus résignés à se laisser surexploiter qu'ailleurs.

La réalité de l'impasse mondiale du capitalisme

La classe ouvrière d'Asie, qui a jusqu'ici connu une expansion numérique représentant une manière d'échapper à la misère noire de la paysannerie pauvre, va devoir gagner en expérience, en maturité. Elle va elle aussi, après une expansion rapide, connaître encore davantage de chômage : la surproduction mondiale ne peut être stoppée et surtout pas par une demande aussi faible que celle des pays émergents d'Asie. Les grèves qui se sont déroulées en Asie en 2014 nous montrent à la fois le potentiel de combativité d'une classe ouvrière qui vit dans des dictatures plus ou moins féroces, mais aussi tout le chemin que ces ouvriers tout neufs ont à faire politiquement pour comprendre les pièges que leur tend la bourgeoisie : la revendication d'un "syndicalisme libre", que l'on retrouve derrière tous les mouvements de grève en Asie, est l'expression d'une illusion très profonde non seulement sur la possibilité d'un syndicalisme qui défende réellement les intérêts des exploités, mais aussi sur la possibilité d'un État démocratique "juste", sans corruption, sans répression policière brutale, d'une démocratie qui prendrait à cœur les revendications ouvrières et permettrait de les satisfaire dans le sens d'une plus grande justice sociale.

C'est pourquoi sera toujours fondamental l'apport du prolétariat des grands pays développés – et il faut bien souligner ce que nous appelons prolétariat, c'est-à-dire l'ensemble des salariés qui ne touchent que le prix de leur force de travail pour salaire, qu'ils soient du secteur privé ou du secteur public, de l'industrie ou du secteur des services comme les employés des hôpitaux, des banques, de l'énergie ou de l'éducation – qui a une expérience de deux siècles de luttes, l'expérience des pièges idéologiques et des manœuvres les plus sophistiquées et machiavéliques du syndicalisme "libre" et de l'État démocratique bourgeois. Cette expérience manque cruellement dans la majeure partie des pays d'Asie où ne sont tolérés que des syndicats ouvertement inféodés à l'État, lequel ne tolère pas les élections "pluralistes". Il faut souligner que l'émergence de cette classe ouvrière asiatique plus éduquée, combative et qui s'ouvre sur le monde du fait de la mondialisation des échanges est une excellente chose pour le combat de la classe ouvrière mondiale, mais en même temps que l'expérience et la conscience de la classe ouvrière des vieux pays développés sera fondamentale dans le développement du combat de classe vers le communisme. Pour l'instant, d'ailleurs, dans pratiquement tous les pays asiatiques émergents, la classe ouvrière reste minoritaire dans la population totale. Ce n'est pas le cas dans les vieux pays développés.

Le fléau du chômage de masse qui commence à poindre le bout de son nez inquiète beaucoup la bourgeoisie qui voit en Asie aussi toute perspective d'un futur capitaliste radieux s'estomper ; en Asie comme ailleurs, le capitalisme n'a que la misère, le chômage ou la surexploitation à proposer. Plus le temps passera, et plus les prolétaires d'Asie se rapprocheront de leurs frères de classe des vieux pays développés dans un combat commun pour renverser le vieux monde capitaliste.

TH, décembre 2014

2) Tous les chiffres sur cette question du chômage en Asie sont tirés *du China Daily Asia Weekly* du 24 au 30 octobre 2014.

3) La radio nationale chinoise a rapporté qu'un instituteur comptant 25 ans d'ancienneté gagnait l'équivalent de moins de 400 $ par mois.

À lire sur fr.internationalism.org

Extraits de notre résolution "Terreur, terrorisme et violence de classe"

"Le terrorisme est essentiellement le mode d'action, la pratique des couches et classes désespérées et sans devenir. C'est pourquoi cette pratique qui se veut "héroïque et exemplaire" n'est en fait qu'une action de suicide. Elle n'offre aucune issue et n'a d'autre effet que de fournir des victimes à la terreur de l'État. [...] *Le terrorisme* [...] *peut être et est souvent judicieusement exploité par l'État comme moyen de détourner les ouvriers du terrain de la lutte de classe et sert également de prétexte pour renforcer sa terreur."*

IMMIGRATION

Xénophobie de droite ou de gauche, le même cynisme

Nous publions ci-dessous la traduction d'un article réalisé par *World Revolution*, organe de presse du CCI en Grande-Bretagne.

UN "GRAND DÉBAT" sur l'immigration agite la planète. Il consiste la plupart du temps en arguments sur la façon de la limiter. L'immigration est présentée comme néfaste pour les économies vulnérables, érodant la culture des pays et aggravant nos conditions de vies. Contre ces arguments, il y a ceux qui affirment que l'économie tire toujours un bénéfice net des nouveaux arrivants, que la diversité culturelle est enrichissante et que les pays les plus attractifs ont la responsabilité d'accueillir ceux qui fuient la persécution, la pauvreté et la guerre.

Chaque jour la presse s'étale sur ce thème. Aux États-Unis, le président Obama propose de renforcer la sécurité aux frontières tout en présentant un projet de citoyenneté pour les immigrants sans papiers. Au Royaume-Uni, le Premier ministre Cameron expose les grandes lignes de nouvelles restrictions et des moyens de dissuader les émigrants potentiels. Le gouvernement australien, dans les pas de ses prédécesseurs travaillistes, a adopté des mesures de protection de ses frontières aussi sévères que coûteuses et inhumaines. En Suisse, un référendum a rejeté des mesures proposées pour réduire drastiquement l'immigration; les opposants à ces restrictions argumentant que cela serait mauvais pour... l'économie. En Méditerranée, il y a régulièrement des annonces de sauvetages et de naufrages de réfugiés et d'émigrants sur des bateaux en route pour l'Italie et la Grèce. Amnesty International a critiqué la réponse "pitoyable" des pays les plus riches à l'accueil de millions de réfugiés fuyant les conflits en Syrie.

D'odieuses campagnes idéologiques de la bourgeoisie sont dominées par l'idée d'une menace étrangère et de la nécessité de renforcer les frontières et de dissuader les envahisseurs. En tant que forme de nationalisme, elles mettent en avant l'idée d'un patrimoine national qui risque de s'appauvrir, de subir des influences étrangères et un affaiblissement culturel. Depuis Aube Dorée, ouvertement nazie, en Grèce, jusqu'à la montée du Parti de l'Indépendance du Royaume-Uni en Grande Bretagne, et à la résurgence du Front National en France, il y a toute une série de partis populistes de droite qui expriment des idées racistes, xénophobes d'une manière qui n'était jusqu'à récemment pas considérée comme "respectables". En retour, les libéraux et la gauche y opposent hypocritement un arsenal juridique (interdits et droits limités pour ces partis, criminalisation de la discrimination raciale) et leur propre version du nationalisme.

Le référendum sur l'indépendance de l'Écosse a été couvert internationalement et beaucoup de ceux qui soutenaient la séparation de l'Écosse le faisaient sur la base de l'autodétermination nationale. Au cours du siècle passé, cela s'est avéré n'être qu'une version de gauche du même poison nationaliste. Les bourgeoisies mondiales ont envié la bourgeoisie anglaise, capable d'organiser cette "confrontation démocratique" entre variétés différentes du même nationalisme.

Le racisme est-il naturel ?

En admettant qu'"une certaine xénophobie" avait marqué le "débat" sur l'immigration, le maire de Londres disait que "tous les êtres humains sont en proie à ce sentiment… cela fait partie de la nature humaine. Cela ne veut pas dire que les gens sont mauvais, ok?". S'il s'agit d'une remarque au pied levé, elle propage insidieusement le message que la classe dominante veut nous faire ingurgiter : avoir des préjugés est supposé être "naturel". Le mensonge répugnant est précisément celui-ci : nous serions nés, *naturellement,* avec la méfiance à l'égard de tout ce qui est différent ou ne nous est pas familier.

En réalité, alors qu'il y a eu des périodes dans lesquelles l'immigration a été activement encouragée par l'État capitaliste [1] (et même aujourd'hui ceux qui ont "du talent" ou "travaillent dur" sont les bienvenus partout), la concurrence entre capitaux nationaux dans sa phase actuelle de décadence a poussé la classe capitaliste à intensifier les campagnes habituelles contre les étrangers. Quelques fois, cela prend la forme particulièrement hypocrite d'un "débat" sur l'immigration, quelques fois de racisme flagrant, et d'autres fois celle de la menace que représenteraient d'autres religions. Les arguments mis en avant pour valoriser les bénéfices de l'immigration sont eux aussi cyniquement basés sur la défense de l'économie nationale : les immigrants ne sont pas un fardeau, ils ont une valeur pour l'économie capitaliste.

Un autre aspect de la campagne de la bourgeoisie est le tour de passe-passe sur l'ethnicité. Tout en dénonçant le nationalisme de l'État capitaliste et ceux qui le soutiennent, certains encouragent les gens à se réfugier dans les groupes ethniques. Dans la prati-

1) Pour un article de fond sur beaucoup d'aspects de la question de l'immigration, voir sur notre site Internet : "L'immigration et le mouvement ouvrier".

(suite page 5)

suite de la page 1

Attentats sanglants à Paris

leurs éventuels complices n'est que la pointe émergée d'un iceberg, de toute une mouvance qui prospère de plus en plus dans les banlieues pauvres, une mouvance qui s'est exprimée lorsqu'un certain nombre de jeunes ont exprimé l'idée que "*Charlie hebdo* l'avait bien cherché en insultant le prophète", et que l'assassinat des dessinateurs était quelque chose de "normal".

C'est là aussi une manifestation de l'avancée de la barbarie, de la décomposition au sein de nos sociétés "civilisées". Cette plongée d'une partie de la jeunesse, et pas seulement celle issue de l'immigration, dans la haine et l'obscurantisme religieux est un symptôme, parmi beaucoup d'autres mais particulièrement significatif de la crise extrême, du pourrissement de la société capitaliste.

Aujourd'hui, un peu partout (en Europe aussi et particulièrement en France), de nombreux jeunes sans avenir, au parcours chaotique, humiliés par des échecs successifs, par la misère culturelle et sociale, deviennent les proies faciles des recruteurs sans scrupules (souvent liés à des États ou expressions politiques comme Daesh) qui drainent dans leurs réseaux ces paumés aux conversions aussi inattendues que soudaines, les transformant en des tueurs à gages potentiels ou en chair à canon pour le "djihad". Avec l'absence de perspective propre à la crise actuelle du capitalisme, une crise économique mais aussi sociale, morale et culturelle, avec le pourrissement sur pied de la société qui sue la mort et la destruction par tous les pores, la vie de bon nombre de ces jeunes est devenue à leurs propres yeux sans objet et sans valeur. Elle prend souvent et très rapidement la coloration religieuse d'une soumission aveugle et fanatisée qui inspire toutes sortes de comportements irrationnels et extrêmes, barbares, alimentés par un nihilisme suicidaire puissant. L'horreur de la société capitaliste en décomposition, qui a fabriqué ailleurs des enfants soldats en masse (par exemples en Ouganda, au Congo ou au Tchad particulièrement depuis le début des années 1990), génère maintenant au cœur même de l'Europe de jeunes psychopathes, tueurs professionnels au sang-froid, totalement désensibilisés et capable du pire sans même attendre une rétribution pour cela. Bref, cette société capitaliste en putréfaction, laissée à sa propre dynamique morbide et barbare, ne peut qu'entraîner progressivement toute l'humanité vers le chaos sanglant, la folie meurtrière et la mort. Comme le montre le terrorisme, elle ne cesse de fabriquer toujours plus nombreux des individus totalement désespérés, broyés et capables des pires atrocités ; fondamentalement, elle façonne ces terroristes à son image. Si de tels "monstres" existent, c'est parce que la société capitaliste est devenue "monstrueuse". Et si tous les jeunes qui sont affectés par cette dérive obscurantiste et nihiliste ne s'enrôlent pas dans le "Djihad", le fait que beaucoup d'entre eux considèrent comme des "héros" ou des "justiciers" ceux qui ont franchi ce pas constitue bien une preuve du caractère de plus en plus massif du désespoir et de la barbarie qui envahit la société.

L'odieuse récupération "démocratique"

Mais la barbarie du monde capitaliste actuel ne s'exprime pas seulement dans ces actes terroristes et la sympathie qu'ils rencontrent dans une partie de la jeunesse. Elle s'exprime aussi dans l'ignoble récupération que la bourgeoisie est en train de faire de ces drames.

Au moment où nous écrivons cet article, le monde capitaliste, avec à sa tête les principaux dirigeants "démocratiques", s'apprête à accomplir une des opérations les plus sordides dont il a le secret. A Paris, le dimanche 11 janvier, se sont donné rendez-vous pour une immense manifestation de rue, autour du président Hollande et de tous les dirigeants politiques du pays, toutes couleurs confondues, Angela Merkel, David Cameron, les chefs de gouvernement d'Espagne, d'Italie et de bien d'autres pays d'Europe, mais aussi le roi de Jordanie, Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne, et Benyamin Netanyahou, Premier ministre d'Israël [5].

Alors que des centaines de milliers de personnes descendaient spontanément dans la rue, le soir du 7 janvier, les politiciens, à commencer par François Hollande, et les médias français ont commencé leur campagne : "*c'est la liberté de la presse et la démocratie qui sont visées*", "*il faut se mobiliser et s'unir pour défendre ces valeurs de notre République*". De plus en plus, dans les rassemblements qui ont suivi ceux du 7 janvier, on a pu entendre l'hymne national français, "la Marseillaise", dont le refrain dit : *"Qu'un sang impur abreuve nos sillons !"*. "Unité nationale", "défense de la démocratie", voilà les messages que la classe dominante veut faire entrer dans les têtes, c'est-à-dire les mots d'ordre qui ont justifié l'embrigadement et le massacre de dizaines de millions de prolétaires dans les deux guerres mondiales du XXe siècle. Hollande l'a d'ailleurs bien dit dans son premier discours : en envoyant l'armée en Afrique, notamment au Mali, la France a déjà engagé le combat contre le terrorisme (tout comme Bush avait expliqué que l'intervention militaire américaine en 2003 en Irak avait le même objectif). Les intérêts impérialistes de la bourgeoisie française n'ont évidemment rien à voir avec ces interventions !

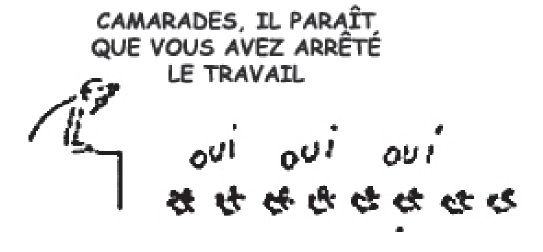
Pauvres Cabu, Charb, Tignous, Wolinski ! Des fanatiques islamistes les ont tués une première fois. Il fallait qu'ils soient tués une deuxième fois par tous ces représentants et "fans" de la "démocratie" bourgeoise, tous ces chefs d'État et de gouvernement d'un système mondial pourrissant qui est le principal responsable de la barbarie qui envahit la société humaine : le capitalisme. Des dirigeants politiques qui n'hésitent pas à employer eux-aussi la terreur, les assassinats, les représailles contre des populations civiles quand il s'agit de défendre les intérêts de ce système et de sa classe dominante, la bourgeoisie.

La fin de la barbarie, dont les tueries de Paris de janvier 2015 sont l'expression, ne pourra certainement pas venir de l'action de ceux qui sont les principaux défenseurs et garants du système économique qui engendre cette barbarie. Elle ne pourra résulter que du renversement de ce système par le prolétariat mondial, c'est-à-dire par la classe qui produit de façon associée l'essentiel des richesses de la société, et de son remplacement par une véritable communauté humaine universelle non plus basée sur le profit, la concurrence et l'exploitation de l'homme par l'homme mais basée sur l'abolition de ces vestiges de la préhistoire humaine. Une société basée sur *"une association où le libre épanouissement de chacun est la condition du libre épanouissement de tous"* [6], la société communiste.

RI, 11/01/2014

5) L'appel à ce rassemblement "d'Union nationale" est unanime de la part des syndicats et des partis politiques (seul le Front national n'en sera pas) mais aussi de la part des médias. Même le journal sportif *l'Équipe* appelle à manifester !

6) Marx, *Le Manifeste communiste*, 1848.



Dessin de Wolinski (1968)

Une crise douloure pour l'avenir de l'organ

La section du CCI en France a tenu récemment son XXIe Congrès qui s'est déroulé en deux sessions. La première, consacrée aux débats sur les problèmes organisationnels de la plus vieille section du CCI, s'est tenue au cours de notre Conférence internationale extraordinaire en mai dernier [1]. La seconde session de ce Congrès, était consacrée à deux questions :

1) L'analyse du rapport de forces entre les classes dans la situation sociale en France à partir de l'examen critique de nos difficultés d'analyse dans le mouvement contre la réforme des retraites de l'automne 2010. Les débats sur cette question ont donné lieu à l'adoption par le Congrès de la "Résolution sur la situation sociale en France" disponible sur notre site Internet et que nous publierons dans le prochain numéro de ce journal.

2) La défense de l'organisation face aux attaques pogromistes et de nature policière (alimentées par certains réseaux sociaux, blogs et sites internet) dont nous sommes la cible comme principal courant de la Gauche communiste, organisées à l'échelle internationale.

La "culture de la théorie" : arme indispensable pour le redressement intellectuel et moral de l'organisation

Comme le met en évidence l'article que le CCI a publié sur sa troisième Conférence internationale extraordinaire, "La nouvelle de notre disparition est grandement exagérée", la section du CCI en France a été l'épicentre de la crise "intellectuelle et morale" que l'organisation a traversée. Cette crise (qui n'avait pas été identifiée à l'époque) a émergé au grand jour lors de la discussion de la Résolution d'activités du XXe Congrès de RI qui insistait sur la nécessité de la culture marxiste de la théorie et mettait en évidence les faiblesses de la section en France et du CCI sur ce plan dans nos débats internes. Le diagnostic de "danger de sclérose" et de "fossilisation", voire de "dégénérescence organisationnelle"mis en avant dans cette Résolution d'activité avait provoqué une levée de boucliers de la part d'un cercle affinitaire de militants (avec des attaques personnelles dirigées contre une camarade qui avait défendu et soutenu cette orientation de l'organe central du CCI). Des démarches émotionnelles et totalement irrationnelles ont émergé, animées par une forte tendance à la personnalisation des questions politiques (avec l'idée absurde que cette Résolution d'activités "visait" certains jeunes militants qui ont des difficultés à lire des textes théoriques). Face à cette situation aberrante et de crise ouverte, l'organe central de la section en France a mené un combat politique visant au redressement de cette section après qu'il a identifié la nature de cette crise. Parmi les faiblesses de la section en France, l'organisation a identifié le manque de discussion et de débat approfondi sur l'esprit de cercle [2]. Du fait de la prédominance du bon sens commun, de la "religion de la vie quotidienne" et de la méfiance inhérente à l'esprit de cercle et de clan, ce texte d'orientation adopté lors de la crise de 1993 avait été interprété à tort par certains militants comme une arme contre tel ou tel individu (ou "copain" de l'époque) alors qu'il s'agissait d'une question politique qui avait été discutée dans le mouvement ouvrier (en particulier au sein de la Première Internationale et au sein du Parti ouvrier social-démocrate de Russie en 1903).

Ce manque de culture de la théorie allait nécessairement de pair avec des démarches émotionnelles et des conceptions affinitaires, familialistes de l'organisation (conçue comme un groupe de copains ou une grande famille, unie par des liens affectifs et non par des principes politiques communs). La résurgence de la mentalité pogromiste du clan qui allait fonder la FICCI (et dont l'apothéose a été la constitution d'un "groupe politique" de nature policière : le "GIGC") trouve ses racines dans l'absence de discussion théorique sur un texte d'orientation soumis à la discussion après la crise de 2001 : "Le pogromisme et la barbarie capitaliste". L'idée répandue à l'époque était celle d'un "retour à la normale", au fonctionnement routinier de l'organisation, avec l'illusion que le "mal" avait été éradiqué avec l'exclusion des membres de la FICCI après qu'ils se soient conduits comme des mouchards. Se répandait également l'idée qu'il n'était pas nécessaire de se "prendre la tête" à discuter du pogromisme comme phénomène du capitalisme décadent qui, avec la décomposition de la société bourgeoise, tend à envahir toutes les sphères de la vie sociale (non seulement dans les guerres impérialistes, comme on l'a vu en Ukraine, mais également chez les jeunes dans les banlieues, dans les établissements scolaires, et même sur les lieux de travail).

Le XXIe congrès de la section en France devait donc prendre un caractère de congrès extraordinaire. Il s'agissait pour cette section de tirer le bilan du travail de son organe central et du combat qu'il a mené ces deux dernières années pour mettre en évidence les conceptions affinitaires et familialistes de l'organisation qui existaient encore dans la section en France et qui sont le terreau le plus fertile pour le développement de la mentalité pogromiste (à travers l'esprit de vendetta familiale ou de bande de copains).

Tous les militants de la section se sont inscrits activement dans les débats pour soutenir et saluer le travail de l'organe central qui a permis d'éviter que cette crise intellectuelle et morale ne débouche sur une explosion de la section ou sur la constitution d'un nouveau groupe parasitaire (avec comme principale motivation la défense de son orgueil blessé ou celui de ses "amis", ce que Lénine appelait "l'anarchisme de grand seigneur"). L'attachement au CCI comme corps politique, la volonté de comprendre et de réfléchir aux causes profondes des graves dérives dans lesquelles ont été embarqués certains camarades, la loyauté à l'organisation et la volonté de ne pas capituler face à la "main invisible du Capital" (selon l'expression d'Adam Smith) ont permis aux militants de la section en France de s'engager pleinement dans les orientations du XXe Congrès de RI, notamment l'importance fondamentale du travail d'assimilation du marxisme et d'élaboration théorique des organisations révolutionnaires. Pour pouvoir surmonter cette crise intellectuelle et morale dans la section en France, le seul antidote était de développer une véritable culture marxiste de la théorie contre l'idéologie de la classe dominante, contre l'aliénation et la réification où, dans la société capitaliste, les rapports entre les hommes prennent la forme de rapports entre les choses.

Une des faiblesses du Congrès a été de n'avoir pu mener une discussion de fond sur les deux conceptions de l'organisation qui coexistaient depuis de longues années dans la plus vieille section du CCI, et qui sont de façon récurrentes la source de clivage et de fractures : une conception "familialiste" affinitaire, de groupe d'amis où les positions politiques des militants sont motivées par des loyautés ou des sympathies personnelles, et une conception où c'est l'adhésion des militants aux mêmes principes organisationnels qui constitue le ciment de l'organisation.

Si ces deux années de crise ouverte qui ont frappé la section RI ne se sont pas soldées par une nouvelle scission parasitaire, c'est aussi grâce à la capacité de l'organe central de la section en France à impulser, animer la vie de la section et à mettre en application les orientations du XXe Congrès, notamment en organisant des journées d'études et de discussions pour combattre le danger de sclérose, de perte des acquis du CCI, et développer cette culture marxiste de la théorie au sein de l'organisation et chez tous les militants. Ceci afin de combattre la paresse intellectuelle, le dilettantisme, la perte du goût pour la lecture et pour la théorie de même que la persistance de conceptions hiérarchiques, élitistes consistant à considérer que le travail de réflexion théorique est l'affaire de "spécialistes". La section en France a ainsi organisé plusieurs journées d'études ces deux dernières années sur différents thèmes en lien avec les problèmes organisationnels qui ont émergé de nouveau de façon encore plus dangereuse que par le passé :

– la conception de l'"individu" chez Marx, de l'"association" et du travail associé contre la conception stalinienne du "collectif" anonyme ;
– le Congrès du POSDR de 1903 : l'esprit de cercle comme manifestation de l'idéologie de la petite-bourgeoisie dans l'ancienne rédaction de *l'Iskra* et les divergences entre Lénine et Martov sur le paragraphe 1 des Statuts du POSDR ;
– le Livre I du *Capital* et notamment la question du fétichisme de la marchandise, de la "forme valeur", les concepts marxistes de réification et d'aliénation dans l'analyse de la marchandise en lien avec nos difficultés organisationnelles récurrentes ;
– l'histoire des Statuts des organisations du mouvement ouvrier depuis la Ligue des Communistes ;
– la dernière journée d'études de RI (qui s'est tenue après le XXIe Congrès, en présence de la délégation internationale présente à ce Congrès) a porté sur un aspect des "Thèses sur la morale" (soumises au débat international par l'organe central du CCI) : la "révolution exogamique" dans l'histoire de la civilisation humaine et le principe "endogamique" du pogromisme (mis en évidence, par exemple, par les lois antisémites du régime nazi).

La crise qui a secoué la section en France et dont l'onde de choc s'est répercutée dans l'ensemble du CCI a été une **crise salutaire** : elle aura permis de faire émerger une question fondamentale du marxisme et du mouvement ouvrier qui n'avait jusqu'à présent jamais pu être abordée de façon théorique par le CCI : la "dimension intellectuelle et morale" de la lutte du prolétariat.

La "nouvelle" de notre disparition annoncée triomphalement par l'"Appel" pogromiste et djihadiste du "GIGC" est donc grandement exagérée.

La réappropriation de la méthode marxiste dans l'analyse de la lutte de classe

La session du Congrès consacrée à l'analyse du rapport de forces entre les classes s'est donnée comme objectif de comprendre les causes profondes du calme social depuis le mouvement contre la réforme des retraites de l'automne 2010 et les erreurs d'analyses de la section en France. Ces erreurs se sont reflétées dans certains articles de notre presse que nous avons dû passer au crible de la critique. En réalité, la crise organisationnelle était déjà potentiellement contenue dans la perte de la boussole de la méthode du marxisme, la perte de nos acquis théoriques pour analyser la dynamique de la lutte de classe. L'impatience, l'immédiatisme et la perte de vue de la fonction de l'organisation se sont manifestés par des tendances activistes dans l'intervention dans les luttes immédiates au détriment des discussions approfondies sur les mouvements sociaux. Le Congrès a mis en évidence que le mouvement de l'automne 2010 contre la réforme des retraites était en réalité une manœuvre de la bourgeoisie qui a su remettre en selle ses syndicats pour infliger une défaite cuisante à la classe ouvrière et faire passer ses attaques économiques.

Le calme social depuis plus de quatre ans révèle que le prolétariat en France n'a pas encore digéré cette défaite. Pour comprendre cette manœuvre de la bourgeoisie et l'ampleur de la défaite de 2010, le Congrès a mis en évidence que notre impatience nous a fait oublier le b.a.ba du marxisme : tant que ne s'est pas encore ouverte une période révolutionnaire, une situation de "double pouvoir", c'est toujours la classe dominante qui est à l'offensive, la classe exploitée ne pouvant que développer des luttes défensives, de résistance aux attaques qu'elle subit. Pour comprendre comment la bourgeoisie a pu mener des attaques économiques, politiques et idéologiques contre la classe ouvrière en France, le Congrès de RI a dû prendre du recul sur les événements immédiats et réexaminer la dynamique de la lutte de classe depuis le "tournant" de 2003 en la resituant dans le cadre historique et international déterminé par l'effondrement du bloc de l'Est et des campagnes idéologiques sur la "faillite du communisme", la "fin de la lutte de classe" et la "disparition du prolétariat" comme seule force sociale capable de changer le monde.

Ce "tournant" de 2003, marqué par la recherche de la solidarité dans la lutte et entre les générations, avait révélé que la classe ouvrière en France comme à l'échelle internationale était en train de retrouver le chemin de la lutte après le coup de massue et le profond recul qu'elle a subis avec l'effondrement du bloc de l'Est et des régimes soi-disant "communistes". Ainsi, en 2006, la lutte des étudiants contre le CPE, qui a surpris la bourgeoisie, menaçait de s'étendre aux autres générations et aux salariés actifs, obligeant de ce fait la bourgeoisie à retirer son projet à cause des risques réels de développement d'une solidarité plus affirmée et du risque de contagion à l'ensemble des salariés. C'est pour cela que dès 2007, la bourgeoisie est passée à la contre-offensive, elle ne pouvait tolérer cette défaite et se devait d'essayer d'en effacer toute trace : l'attaque des régimes spéciaux a en effet été orchestrée pour tenter de s'attaquer spécifiquement à cette dynamique de solidarité en cours au sein de la classe ouvrière.

Les débats du Congrès ont également mis en évidence que la section en France a été victime de la campagne des médias bourgeois sur la "crise financière" de 2008 destinée à semer un "vent de panique" dans l'ensemble de la société et notamment au sein de la classe ouvrière afin de lui faire accepter les sacrifices en lui faisant croire qu'il s'agit d'une crise du "système financier" (qu'on peut assainir par des réformes) et non pas une nouvelle secousse de la faillite historique d'un système mondial basé sur la production de marchandises et sur l'exploitation de la force de travail des prolétaires.

Ce "vent de panique" qui a touché également le CCI et particulièrement sa section en France a nécessité que le Congrès remette les pendules à l'heure, notamment en se réappropriant notre analyse sur le "machiavélisme" de la bourgeoisie, sa capacité à utiliser ses médias aux ordres comme moyen d'intoxication idéologique destiné à obscurcir la conscience des masses exploitées. La conscience étant la principale arme du prolétariat pour le renversement du capitalisme et l'édification d'une nouvelle société, il est normal que la classe dominante cherche en permanence à désarmer son ennemi mortel par des campagnes idéologiques et médiatiques.

Le Congrès a fait le constat que la désorientation de la section en France, et ses tendances activistes dans les luttes immédiates au détriment de notre activité sur le long terme comportait le danger d'entraîner l'organisation dans de dangereuses aventures en particulier en tombant dans le piège de l'"ouvriérisme" et du "gauchisme radical". Comme nous l'avions souvent mis en évidence, l'immédiatisme est la voie royale vers l'opportunisme et le révisionnisme, vers l'abandon des principes prolétariens.

Le Congrès a souligné que la perte de vue de la méthode et des acquis du marxisme dans l'analyse de la lutte de classe est liée à une sous-estimation :

– de la nécessité pour les organisations révolutionnaires d'étudier le fonctionnement du capitalisme et la vie politique de la classe dominante ;
– des difficultés du prolétariat à retrouver son identité de classe révolutionnaire dans le contexte historique ouvert par l'effondrement du bloc de l'Est et des régimes staliniens ;
– de la capacité de la bourgeoisie à garder le contrôle de la situation aussi bien sur le plan économique que sur le plan politique malgré la décomposition sociale de son système.

La Résolution sur la situation sociale en France, adoptée par le Congrès, ne pouvait intégrer et développer toutes les questions abordées dans les débats qui devront se poursuivre dans l'organisation (en particulier celle du renforcement des mesures de capitalisme d'État qui ne concerne pas seulement la situation en France).

Le combat pour la défense de l'organisation révolutionnaire

Le rapport présenté au Congrès sur la question de la défense de l'organisation visait à synthétiser l'expérience du CCI et de sa section en France face aux méthodes de destruction de l'organisation qui avaient été identifiées par notre camarade MC, membre fondateur du CCI, notamment lors de la crise de

1) Voir notre article "Conférence internationale extraordinaire du CCI: la "nouvelle" de notre disparition est grandement exagérée!", *Revue internationale* nº 153, et sur notre site web.

2) "La question du fonctionnement de l'organisation dans le CCI", *Revue internationale* nº 109, développe amplement notre analyse de la question des clans et du clanisme.

euse mais salutaire
isation révolutionnaire

1981 et qui a nécessité une opération de récupération de notre matériel volé par la "tendance Chénier" (machines à écrire, ronéo, etc.). Face aux tergiversations et aux résistances petites-bourgeoises qui existaient à l'époque dans RI (et notamment dans la section de Paris), c'est sur l'organe central de la section en France que MC a dû s'appuyer pour que l'organisation puisse récupérer son matériel et par la suite dénoncer publiquement les mœurs de voyou de cette prétendue "tendance" (avec un communiqué sur l'exclusion de Chénier afin de mettre en garde et protéger les autres groupes du milieu politique prolétarien contre les agissements de cet élément trouble).

L'organisation révolutionnaire étant **un corps étranger à la société bourgeoise**, Marx disait du prolétariat : *"c'est une classe de la société civile qui n'est pas une classe de la société civile, c'est un ordre qui est la dissolution de tous les ordres"*. Il voulait dire par là que le prolétaire ne peut jamais réellement trouver sa place dans la société bourgeoise. Le prolétariat et la bourgeoisie sont deux classes antagoniques. C'est pourquoi, comme organisation du prolétariat, il n'était pas question, évidemment, d'aller porter plainte au commissariat de police (qui nous aurait ri au nez !). Ce matériel volé n'était pas la propriété privée d'un individu mais appartenait à un groupe politique et avait été acheté avec l'argent des cotisations des militants. C'était donc un devoir, basé sur un principe moral prolétarien, de le récupérer afin de ne pas tolérer les mœurs de gangsters et de la voyoucratie au sein d'une organisation communiste.

Les débats du Congrès se sont développés essentiellement autour d'une question centrale : pourquoi l'organisation révolutionnaire est-elle un corps étranger à la société bourgeoise ? Les militants qui s'engagent dans une organisation communiste doivent assumer leur engagement en rompant radicalement avec les mœurs de la société bourgeoise et de toutes ses couches sociales sans devenir historique (notamment la petite-bourgeoisie et le lumpen). C'est justement parce que l'organisation révolutionnaire, bien que vivant au sein du capitalisme, est un corps étranger à ce système que la classe dominante et ses serviteurs les plus zélés cherchent en permanence à la détruire. C'est aussi pour cela que les organisations communistes sont toujours mises sous surveillance par les services spécialisés de l'État capitaliste pour leurs idées "extrémistes" (y compris évidemment par les patrouilles de décryptage informatique). Et dès qu'elle le peut, la classe dominante ou certains de ses secteurs (qui ne sont pas forcément liés directement à l'appareil d'État et aux services de police officiels) cherchent aussi à les infiltrer, comme l'a révélé toute l'histoire du mouvement ouvrier. Seuls les opportunistes et les conciliateurs de tout bord (qui vénèrent la démocratie bourgeoise comme les enfants de chœur vénèrent le bon Dieu) s'imaginent que, sous prétexte que nos idées sont très minoritaires dans la société et n'ont aucune influence dans les masses exploitées, l'appareil de répression de l'État bourgeois se moque royalement de cette petite "secte" d'illuminés qui "voient des ennemis partout" avec sa "théorie du complot".

Les débats du Congrès ont mis en évidence que, pour continuer à défendre ce corps étranger au capitalisme qu'est l'organisation révolutionnaire, celle-ci doit lutter contre le localisme et faire vivre son unité internationale face aux attaques visant soit à la détruire, soit à constituer un "cordon sanitaire" autour d'elle pour empêcher que de nouveaux éléments à la recherche d'une perspective de classe puissent s'en approcher.

Nous savons que les campagnes de calomnie contre le CCI ne vont pas cesser, même si elles peuvent momentanément être mises en sourdine. Ce sont les méthodes classiques de la classe dominante contre le mouvement révolutionnaire depuis que Marx a mis en évidence que le prolétariat est le fossoyeur du capitalisme. Depuis les calomnies de Herr Vogt (un agent de Napoléon III) contre Marx jusqu'aux appels au pogrom contre les spartakistes qui ont culminé dans l'assassinat lâche et bestial de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, l'histoire a démontré que la répression des organisations révolutionnaires a toujours été préparée par la calomnie. La haine que suscite le CCI (dans un petit milieu philistin animé par une "amicale d'anciens combattants du CCI" recyclés), c'est la haine de la bourgeoisie pour le mouvement révolutionnaire du prolétariat, celle des Thiers, Mac Mahon et Galliffet face à la Commune de Paris, celles des Noske, Ebert et Scheidemann face à la menace d'extension de la Révolution russe en Allemagne.

Face au déchaînement d'une mentalité pogromiste contre l'organisation, le XXIe Congrès de RI a dégagé une orientation claire de défense de l'organisation dans le cadre de la dimension "intellectuelle et morale" de la lutte du prolétariat.

"La classe ouvrière seule, comme l'a dit Engels, a conservé le sens et l'intérêt de la théorie. La soif de savoir qui tient la classe ouvrière est l'un des phénomènes intellectuels les plus importants du temps présent. Au point de vue moral, la lutte ouvrière renouvellera la culture de la société" (Rosa Luxemburg, "Arrêt et progrès du marxisme", 1903).

Révolution Internationale

suite de la page 3

Xénophobie de droite ou de gauche...

que, beaucoup de recensements statistiques nationaux ont des questions qui portent sur les aspects ethniques.

L'antiracisme est un autre phénomène que la bourgeoisie utilise contre le développement de la conscience de classe. L'antiracisme demande constamment à l'État de freiner le racisme, de s'attaquer aux racistes et de faire respecter la justice. C'est ce qu'on voit aux États-Unis dans les protestations contre le meurtre d'une personne noire par des flics blancs. On en appelle toujours à la justice, oubliant ou voulant faire oublier par là que l'État est en réalité l'appareil de la classe dominante et qu'il n'y a que la classe ouvrière unie qui peut l'affronter et le détruire. Un exemple classique de la réalité de l'antiracisme d'État fut le gouvernement travailliste anglais à la fin des années 1960. Les gens qui connaissent cette période pensent à Enoch Powell [2] et à son discours sur des "fleuves de sang" en 1968, prophétisant un conflit ethnique. En réalité, le gouvernement travailliste était arrivé au pouvoir en 1964 avec un manifeste engagé qui disait que *"le nombre d'immigrants qui entrent au Royaume Uni doit être limité"* (et il a montré ce que ça voulait dire en 1968 avec des restrictions draconiennes à l'égard des Kenyans originaires d'Asie qui fuyaient les persécutions [3]. Un autre engagement du manifeste de 1964 était de "légiférer contre la discrimination et la provocation raciale dans les lieux publics" qui a conduit à la Loi sur les relations entre les races en 1965 et à la formation d'un Bureau des relations entre les races (devenu par la suite la Commission pour l'égalité des races). L'État pouvait dire qu'il s'était engagé à traiter le racisme, alors qu'en même temps, il menait des politiques racistes contre différents groupes d'immigrants qui essayaient de s'installer au Royaume-Uni. L'État pouvait avoir le beurre et l'argent du beurre.

La morale de la classe ouvrière

L'idée que la xénophobie serait quelque chose de naturel va à l'encontre de l'expérience réelle de l'humanité. Si on examine les dizaines de milliers d'années de la société de chasseurs-cueilleurs, avant le développement de l'agriculture et de la société de classe, il est clair que les rapports basés sur la solidarité mutuelle ont été à la base de la survie dans la communauté communiste primitive. De plus, l'humanité n'aurait pas dépassé le stade de la horde si les communautés particulières n'avaient pas développé des relations "exogamiques" avec d'autres groupes humains.

Mais alors qu'un instinct social est au cœur de ce qui fait de nous des humains, la fragmentation de l'humanité, l'aliénation, l'individualisme et le nationalisme alimentés par le système capitaliste ont mis en avant d'autres aspects de la personnalité humaine. Les marxistes ont montré à juste titre de quoi le capitalisme est responsable : un système d'exploitation qui a conduit aux guerres impérialistes et aux génocides. Mais, tout en voyant les révoltes, les rébellions et les révolutions contre la domination de la classe capitaliste, nous devons aussi reconnaître le poids du conformisme, de l'obéissance et de l'acceptation du capitalisme et de ses idéologies. Les campagnes de propagande sur l'immigration ont un impact ; les gens croient souvent qu'il y a une menace qui doit être affrontée, et "l'étranger" parmi nous est souvent le premier bouc-émissaire à qui l'on attribue la responsabilité de nos conditions misérables.

La classe ouvrière est souvent profondément divisée par ces préjugés et ces idéologies. Mais cela ne doit pas porter atteinte à sa nature historique unique. C'est une classe exploitée par le capitalisme et qui subit le poids de l'idéologie capitaliste. C'est aussi une classe révolutionnaire avec la capacité de renverser le capitalisme et de développer de nouveaux rapports de production basés sur la solidarité. La révolution de la classe ouvrière n'est pas seulement une révolte provoquée par les privations et la répression ; si elle doit réussir, elle doit avoir une conscience du monde que nous devons quitter et le projet du communisme. En tant que telle, la vision de la classe ouvrière n'est pas seulement une critique de la société, c'est aussi une vision morale, dans laquelle les besoins immédiats de parties de la classe sont subordonnés à un but historique. Le racisme bourgeois classique tout autant que l'antiracisme de la gauche bourgeoise crée des illusions et provoque des divisions au sein de la classe ouvrière. Pour que la classe ouvrière fasse une révolution, elle a besoin d'une unité qui vient d'une conscience de ses intérêts communs au niveau international. Contre le racisme, le nationalisme et la xénophobie, la classe ouvrière offre la perspective du communisme, une société basée sur l'association, pas sur le renforcement de la séparation.

Car, 6 décembre 2014

2) Politicien britannique connu pour ses positions contre l'immigration.

3) Jusqu'en 1962 tout citoyen d'un pays du Commonwealth avait le droit d'entrer en Grande-Bretagne sans restrictions. A partir de 1962, ce droit fut de plus en plus limité : en 1968 le gouvernement travailliste de l'époque réagit à un premier exode de personnes d'origine indienne habitant au Kenya mais détenteurs de passeports britanniques, qui fuyaient la persécution qui les visait, en limitant le droit d'habiter en Grande-Bretagne aux personnes ayant une "connexion proche" avec le pays. Dans les faits, on inventa une catégorie de citoyens britanniques ayant le droit d'habiter… nulle part. Le Commonwealth Immigration Act fut encore renforcé en 1971 pour faire face à un nouvel exode, cette fois d'Indiens ougandais fuyant les persécutions d'Idi Amin Dada

À lire sur fr.internationalism.org

Extraits de notre résolution
"La décomposition, phase ultime de la décadence du capitalisme"

En mai 1990, le CCI annonçait qu'en l'absence de perspective pour l'humanité, le capitalisme était en train d'entrer dans une nouvelle phase de son existence, celle de la décomposition de la société. Le point 8 de ce texte, qui décrit les manifestations concrètes de cette décomposition, fait aujourd'hui écho de manière assourdissante à la pourriture en cours du tissu social. Nous publions donc ci-dessous ce point dans son intégralité (le reste du texte est disponible sur notre site Internet).

"Point 8 : Mais les manifestations de l'absence totale de perspectives de la société actuelle sont encore plus évidentes sur le plan politique et idéologique. Ainsi :

- *l'incroyable corruption qui croît et prospère dans l'appareil politique, le déferlement de scandales dans la plupart des pays tels le Japon (où il devient de plus en plus difficile de distinguer l'appareil gouvernemental du milieu des gangsters), l'Espagne (où c'est le bras droit du chef du gouvernement socialiste qui, aujourd'hui, est directement en cause), la Belgique, l'Italie, la France (où les députés décident de s'amnistier eux-mêmes pour leurs turpitudes) ;*
- *le développement du terrorisme, des prises d'otages, comme moyens de la guerre entre États, au détriment des "lois" que le capitalisme s'était données par le passé pour "réglementer" les conflits entre fractions de la classe dominante ;*
- *l'accroissement permanent de la criminalité, de l'insécurité, de la violence urbaine, auxquelles sont mêlés de façon grandissante les enfants qui, de plus en plus, deviennent aussi les proies de la prostitution ;*
- *le développement du nihilisme, du suicide des jeunes, du désespoir (tel que l'exprimait le "no future" des émeutes urbaines en Grande-Bretagne), de la haine et de la xénophobie qui animent les "skinheads" et les "hooligans" pour qui les rencontres sportives sont une occasion de se défouler et de semer la terreur ;*
- *le raz-de-marée de la drogue, qui devient aujourd'hui un phénomène de masse, participant puissamment à la corruption des États et des organismes financiers, n'épargnant aucune partie du monde et touchant plus particulièrement la jeunesse, un phénomène qui, de moins en moins, exprime la fuite dans des chimères et, de plus en plus, s'apparente à la folie et au suicide ; (...)*
- *l'envahissement de ces mêmes médias par le spectacle de la violence, de l'horreur, du sang, des massacres, y compris dans les émissions et magazines destinés aux enfants ;*
- *la nullité, et la vénalité, de toutes les productions "artistiques", de la littérature, de la musique, de la peinture, de l'architecture qui ne savent exprimer que l'angoisse, le désespoir, l'éclatement de la pensée, le néant ;*
- *le "chacun pour soi", la marginalisation, l'atomisation des individus, la destruction des rapports familiaux, l'exclusion des personnes âgées, l'anéantissement de l'affectivité et son remplacement par la pornographie, le sport commercialisé et médiatisé, les rassemblements de masse de jeunes dans une hystérie collective en guise de chanson et de danse, sinistre substitut d'une solidarité et de liens sociaux complètement absents.*

Toutes ces manifestations de la putréfaction sociale qui aujourd'hui, à une échelle inconnue dans l'histoire, envahissent tous les pores de la société humaine, ne savent exprimer qu'une chose : non seulement la dislocation de la société bourgeoise, mais encore l'anéantissement de tout principe de vie collective au sein d'une société qui se trouve privée du moindre projet, de la moindre perspective, même à court terme, même la plus illusoire.

CCI, mai 1990

suite de la page 8

Jaurès

salle du Globe à Paris, en avril 1905. Le Parti socialiste, Section française de l'Internationale ouvrière, se constitue sur la base des Résolutions du Congrès d'Amsterdam. Il se présente comme "*un parti de classe qui a pour but de socialiser les moyens de production et d'échange, c'est-à-dire de transformer la société capitaliste en société collectiviste ou communiste*". Il "*n'est pas un parti de réforme, mais un parti de lutte de classes et de révolution*". Les députés du parti devront former "*un groupe unique en face des fractions politiques bourgeoises*" et "*refuser au gouvernement tous les moyens qui assurent la domination de la bourgeoisie*" c'est-à-dire ne pas voter les crédits militaires, les crédits de conquête coloniale, les fonds secrets et l'ensemble du budget [8]. Jaurès domina de toute sa puissance intellectuelle le nouveau parti. Le 18 avril 1904 parut le premier numéro de *l'Humanité*, le grand quotidien socialiste fondé par Jean Jaurès ; il supplantera bientôt l'organe officiel du parti enfin unifié, *le Socialiste*.

La révolution de 1905 en Russie et en Pologne va bouleverser la situation. Les lueurs qui s'élevaient jusqu'au ciel au loin vers l'Est n'apportaient pas seulement de précieuses armes pour la lutte révolutionnaire, la grève de masse et les conseils ouvriers, elles révélaient que la société bourgeoise était en train de passer sur l'autre versant de son évolution historique, le versant descendant, celui de la décadence du mode de production capitaliste. Une époque entière agonisait, une époque marquée par la création de la Seconde Internationale en 1889, une époque où "*le centre de gravité du mouvement ouvrier était placé entièrement sur le terrain national dans le cadre des États nationaux, sur la base de l'industrie nationale, dans le domaine du parlementarisme national.*" [9]

Le choc mortel de la guerre

La profonde ambiguïté de Jaurès se manifesta encore dans son ouvrage, *l'Armée nouvelle*. Paru en livre en 1911, ce texte est au départ une introduction à un projet de loi refusé par la chambre des députés. Loin de chercher à comprendre et analyser la montée du militarisme et de l'impérialisme qui inquiétait et mobilisait les socialistes les plus clairvoyants, Jaurès proposait une "organisation vraiment populaire de la défense nationale" fondée sur la "nation armée". Sa conception s'éloignait quelque peu de la revendication de "l'armée des milices" défendue dans la période précédente par les socialistes français et allemands. Elle s'appuyait sur l'idée d'une "guerre défensive", une idée qui avait pourtant perdu tout son sens avec l'évolution des événements. Il suffisait qu'un impérialisme pousse, par une série de provocations, l'ennemi à se lancer dans la guerre pour apparaître d'emblée comme la nation agressée.

Les deux crises marocaines (1905 et 1911), les deux guerres des Balkans (1912 et 1913), la constitution de deux blocs impérialistes, la Triple Alliance (Allemagne, Autriche-Hongrie, Italie) et la Triple Entente (Angleterre, France, Russie), tout cela signifiait que l'ère des guerres nationales était terminée et qu'une guerre d'un type nouveau se profilait à l'horizon : la guerre impérialiste pour le repartage du marché mondial. Totalement sous l'emprise de ses positions républicaines, Jaurès ne voit pas le caractère central des positions internationalistes du prolétariat et le danger que représente la moindre concession à l'intérêt national, il cherche encore à concilier les deux : "*C'est dans l'Internationale que l'indépendance des nations a sa plus haute garantie ; c'est dans les nations indépendantes que l'Internationale a ses organes les plus puissants et les plus nobles. On pourrait presque dire : un peu d'internationalisme éloigne de la patrie ; beaucoup d'internationalisme y ramène.*" [10]

Alors qu'il a parfaitement conscience du danger mortel qui guette le prolétariat mondial, il arpente les couloirs de la Chambres des députés, interpellant tel ou tel ministre avec l'illusion de pouvoir bloquer l'engrenage fatal, ne serait-ce qu'en demandant au gouvernement de condamner les appétits impérialistes de la Russie. Il multiplie les appels à l'arbitrage international entre nations et soutient la cour internationale de La Haye créée par la Russie tsariste et objet des railleries du monde entier. Sur le fond, il partage finalement la position de Kautsky selon laquelle les trusts et les cartels seraient intéressés par le maintien de la paix. Cette position dite du "super-impérialisme" éloignant le danger de guerre mondiale, désarmait totalement le prolétariat et signifiait le ralliement du centrisme à l'opportunisme. Les vieux amis Kautsky et Bernstein étaient enfin réconciliés.

Mais encore une fois, il est très difficile de faire entrer de force Jaurès dans une case. Comme Engels peu de temps auparavant, il comprenait que la guerre mondiale signifierait une profonde défaite pour le prolétariat qui pouvait remettre en cause l'avenir. On se souvient de sa formule condamnant le capitalisme : "*Toujours votre société violente et chaotique* (...) *porte en elle la guerre, comme une nuée dormante porte l'orage.*" [11] En 1913, on l'entendait tonner à la Chambre des députés contre le retour au service militaire de trois ans et il pesa de toutes ses forces pour que des manifestations soient organisées en commun par les syndicalistes révolutionnaires de la CGT et le Parti socialiste. Des démonstrations seront organisées dans de nombreuses villes. À Paris des foules énormes accoururent à la Butte-Rouge, au Pré-Saint-Gervais. Sa condamnation de la guerre n'était pas une simple condamnation morale et c'est pourquoi il reporta tous ses espoirs sur le prolétariat mondial et l'Internationale. Il donna à nouveau toute sa puissance oratoire dans un discours à Lyon-Vaise, le 25 juillet 1914 : "*Il n'y a plus au moment où nous sommes menacés de meurtre et de sauvagerie, qu'une chance pour le maintien de la paix et le salut de la civilisation, c'est que le prolétariat rassemble toutes ses forces qui comptent un grand nombre de frères et que tous les prolétaires français, anglais, allemands, italiens, russes, et nous le demandons à ces milliers d'hommes, s'unissent pour que le battement unanime de leurs cœurs écarte l'horrible cauchemar.*" [12]

C'est ce qui lui valut la haine de toute la bourgeoisie. Une véritable campagne de calomnie avec menaces de mort fut lancée contre lui. On réclama le peloton d'exécution. Les vociférations les plus excitées venaient des tendances politiques les plus réactionnaires et ultra-nationalistes, des milieux de la petite-bourgeoisie et du lumpenprolétariat qui jouent un si grand rôle dans les mouvements de foule irrationnels. Elles étaient encouragées en sous-main par le gouvernement démocratique. C'était comme dans un pogrom contre les juifs, il fallait trouver un bouc émissaire qui puisse jouer le rôle du coupable, de celui qui était la cause de tous les maux, de toutes les angoisses. Jaurès était une sorte de symbole, de drapeau dont il fallait se débarrasser à tout prix. On réclama la mort de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht à partir de novembre 1918 et on l'obtint en janvier 1919. De la même façon on réclama la mort de Jaurès et on l'obtint le 31 juillet 1914. Raoul Villain, l'assassin de Jaurès, reconnu par les siens comme un "patriote", fut naturellement acquitté le 29 mars 1919 !

Le 29 juillet, Jean Jaurès se rend à la réunion extraordinaire du Bureau socialiste international à Bruxelles. Après la réunion un grand meeting est organisé en présence des ténors du socialisme international. Jaurès prend la parole et parle encore de paix et d'arbitrage entre nations. Il fulmine contre le gouvernement français incapable de raisonner la Russie. Il menace de son poing les dirigeants allemands, français, russes, italiens qui seront balayés par la révolution que la guerre va provoquer comme en 1871 et en 1905. Il désigne R. Luxemburg assise à côté de lui sur la tribune : "*Permettez-moi de saluer la femme intrépide dont la pensée enflamme le cœur du prolétariat allemand.*" [13] Toute la salle est bouleversée par le discours de Jaurès et lui fait une ovation qui n'en finit pas. Mais les discours sur la paix révèlent toute leur impuissance. Ce qu'il manquait, c'était l'appel à rompre avec la bourgeoisie et avec les opportunistes qui la soutiennent. Tel était le sens du slogan de Karl Liebknecht : "*L'ennemi principal est dans notre pays, c'est notre propre bourgeoisie.*" C'était aussi le sens des appels à la scission vis-à-vis des opportunistes lancés par Lénine et les bolcheviks. Ce n'était pas la paix qu'il fallait opposer à la guerre mais la révolution comme le stipulait le célèbre amendement de R. Luxemburg, Lénine et Martov au Congrès de Stuttgart en 1907 : "*Au cas où la guerre éclaterait néanmoins,* [la classe ouvrière et ses représentants dans les Parlements] *ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste.*" [14]

Il n'est pas question d'épiloguer sur ce que Jaurès aurait fait face à l'épreuve de la guerre s'il avait survécu. Mais selon toute vraisemblance, la bourgeoisie française ou ses services n'ont voulu prendre aucun risque ; si elle connaissait ses faiblesses, elle connaissait aussi sa force : sa droiture morale, sa haine pour la guerre, et sa grande réputation parmi les ouvriers. Rosmer raconte que Jaurès commença à se méfier des déclarations pacifiques et mensongères de Poincaré et que quelques heures avant sa mort, la rumeur courrait que Jaurès s'apprêtait à rédiger pour *l'Humanité* une nouvelle "J'accuse!" dénonçant le gouvernement et ses menées guerrières, et appelant les ouvriers à résister à la guerre. Avant de pouvoir écrire l'article redouté, Jaurès est abattu par Raoul Villain dans des circonstances qui n'ont jamais vraiment été éclaircies ; l'assassin, après avoir passé la guerre en prison, fut acquitté à son procès dont la veuve de Jaurès a même dû payer les frais [15].

Jaurès mort, ceux qui résistèrent à la déferlante chauvine de 1914 furent au départ une minorité. La plupart des dirigeants français, des syndicalistes révolutionnaires aux socialistes, burent jusqu'à la lie la coupe amère de la trahison. Tous proclamèrent que le prolétariat international retiendrait le bras meurtrier de l'impérialisme, mais ils répétaient sournoisement : "À condition que les socialistes d'Allemagne fassent de même ! En effet, si nous renonçons d'avance à la défense de la patrie, cela signifie que nous encourageons extrêmement les chauvins des pays ennemis." Avec de tels raisonnements, l'Internationale ouvrière n'avait aucun sens, ni les résolutions contre la guerre aux congrès de Stuttgart (1907), de Copenhague (1910) et de Bâle (1912). Il est vrai que l'Internationale était minée de l'intérieur et qu'elle devait s'effondrer comme un château de cartes lorsque fut prononcé l'ordre de mobilisation. La Troisième Internationale allait bientôt s'élever sur les ruines de la Deuxième.

Jean Jaurès n'appartient pas à notre tradition, celle de Marx et Engels, celle de la Gauche de la IIe puis de la IIIe Internationale, la tradition de la Gauche communiste. Mais Jaurès appartient par toutes ses fibres au mouvement ouvrier, c'est-à-dire à la seule force sociale qui porte en elle, aujourd'hui encore, la perspective de l'émancipation humaine. C'est pourquoi nous avons voulu lui rendre hommage et nous pouvons conclure avec Trotski : *"Les grands hommes savent disparaître à temps. Sentant la mort, Tolstoï prit un bâton, s'enfuit de la société qu'il reniait et alla mourir en pèlerin dans un village obscur. Lafargue, épicurien doublé d'un stoïcien, vécut dans une atmosphère de paix et de méditation jusqu'à soixante-dix ans, décida que c'en était assez et prit du poison. Jaurès, athlète de l'idée, tomba sur l'arène en combattant le plus terrible fléau de l'humanité et du genre humain, la guerre. Et il restera dans la mémoire de la postérité comme le précurseur, le prototype de l'homme supérieur qui doit naître des souffrances et des chutes, des espoirs et de la lutte."* [16]

Avrom E, 18 août 2014.

8) Toutes ces citations du Congrès d'unification proviennent de Pierre Bezbakh, *Histoire du socialisme français*, Paris, éd. Larousse, 2005, p. 138.

9) *Manifeste du premier Congrès de l'Internationale communiste, Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, 1919-1923*, Paris, éd. La Brèche-Sélio, 1984, p. 33.

10) Jean Jaurès, "L'Armée nouvelle", cité dans "Jean Jaurès, un prophète socialiste", *le Monde hors-série*, mars-avril 2014, p. 51.

11) Discours de 1895 à la Chambre, cité par la revue *l'Histoire* n° 397, mars 2014, p. 57.

12) Cité dans Alfred Rosmer, *Le Mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale*, *op. cit.*, p. 487

13) Cité dans Paul Frölich, *Rosa Luxemburg*, Paris, éd. l'Harmattan, 1991, p. 252.

14) Cité dans Alfred Rosmer, *le Mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale*, *op. cit.*, p. 93

15) Cf. notre article 1914: le début de la saignée. Il y a cependant une autre version des faits donnée par Pierre Dupuy, député et gérant du *Petit Parisien* fondé par son père Jean Dupuy qui avait siégé au gouvernement Waldeck-Rousseau. Selon Dupuy, Jaurès lui aurait fait cette confidence quelques heures avant son assassinat : *"Il disait qu'une information tout à fait sûre venait, tout juste quelques instants auparavant, de lui apprendre que les socialistes allemands de l'Internationale ouvrière avaient décidé d'obéir sans réserve à la mobilisation générale et que, dans ces conditions, il allait lui-même rédiger dans la soirée, pour paraître le lendemain matin dans son journal* l'Humanité*, un article intitulé : "En avant". Il estimait en effet qu'en présence de l'échec maintenant définitif de tous ses efforts et de ceux de son parti pour le maintien de la paix, il fallait de toute nécessité éviter de donner à l'ennemi de demain l'impression d'une France désunie et apeurée"* (le témoignage est cité dans *le Monde* du 12 février 1958). On peut toutefois se poser la question de savoir quelle foi accorder au témoignage d'un allié politique de Poincaré, qui évidemment avait tout intérêt de faire de Jaurès un patriotard posthume. Pour les détails du procès de Raoul Villain, cf. *Il a tué Jaurès*, de Dominique Paganelli, aux éditions La Table Ronde, 2014.

16) Léon Trotski, "Jean Jaurès", dans *le Mouvement communiste en France (1919-1939)*, *op. cit.*, p. 35.

Courrier de lecteur

Le marxisme et les intellectuels

Nous publions ci-dessous la courte prise de position que nous a adressée un sympathisant du CCI choqué par le comportement de petit-bourgeois des individus, tel Philippe Bourrinet (sur le parcours et les agissements duquel nous consacrons un article disponible sur le site internet du CCI), qui s'imaginent pouvoir faire main basse sur les productions du mouvement ouvrier sous prétexte qu'ils se sont déjà vendus eux-mêmes corps et âme à la classe dominante. Nous saluons vivement le soutien qui nous est apporté par le camarade dans sa lettre. L'indignation morale et la solidarité sont au cœur de ce courrier et sont les meilleures armes du prolétariat dans son combat pour le communisme.

RI, décembre 2014

On assiste aujourd'hui à une montée des intellectuels de tous bords qui commencent à parler de Marx et Engels et de la Gauche communiste ; ils écrivent notre histoire et ils viennent nous la vendre avec les droits d'auteurs et la propriété privée intellectuelle, la pire forme de propriété.

Nous tenons à préciser, tout d'abord, que Marx, Engels, Rosa, Lénine, Trotski, Bordiga, Gorter, Mattick, Pannekoek… et les autres militants de la Gauche communiste, n'ont jamais été des intellectuels : c'étaient des "militants communistes".

Nous ne sommes pas contre la théorie, nous sommes pour la théorie, produite par des militants, au sein d'un parti ou d'une organisation communiste.

Nous sommes pour l'adhésion des intellectuels aux organisations communistes et aux partis communistes mais, à ce moment-là, ils cessent d'être des "intellectuels" et ils deviennent des "militants communistes".

Ce qu'ils vont écrire au sein de l'organisation ou du parti n'est plus leur propriété mais la propriété du prolétariat.

Leurs œuvres sont une œuvre collective impersonnelle, en dehors de toute propriété privée intellectuelle, la pire forme de propriété.

Quand les foules quittèrent Jean-Baptiste pour suivre Jésus, Jean-Baptiste avait dit : *"Il est temps que je disparaisse dans l'ombre et que Jésus vienne prendre sa place sur le devant de la scène"*. Jean-Baptiste savait qu'il était un simple intendant, gérant des biens du propriétaire pendant son absence mais prêt à lui céder la place dès son retour.

Il est de même pour les anciens militants de la Gauche communiste et ceux d'aujourd'hui. Ils ne sont que des simples intendants, gérant un patrimoine du **prolétariat** pendant son absence.

Ils avaient la garde des biens du prolétariat pendant un certain temps afin d'accomplir sa révolution.

Les militants de la Gauche communiste ne sont pas propriétaires et maîtres de toutes ces expériences qui leurs ont été confiées par le **prolétariat** pour un dessein précis.

Les anciens militants de la Gauche communiste et ceux d'aujourd'hui ne sont pas appelés à assumer une position importante, ils ont seulement un patrimoine à sauvegarder et à diffuser car il ne leur appartient pas. C'est ça leur vraie responsabilité et la valeur de leur mission.

Ils sont les administrateurs des expériences que le **prolétariat** leur a confiées en attendant son retour. Ils n'ont aucun droit d'auteur à réclamer, sinon nous appellerions Marx, Engels, Rosa, Lénine, Bordiga, Trotski, Gorter, Mattick, Pannekoek, etc., pour réclamer les droits d'auteurs.

R.

LE CCI SUR INTERNET

internationalism.org

E-mail : france@internationalism.org

ABONNEMENTS

Abonnement découverte
Révolution internationale, 3 numéros : 5 €
pack *Révolution internationale* (3 numéros)
+ *Revue internationale* (1 numéro) : 8 €

Abonnement simple
Révolution internationale

FRANCE	18,5 €
ETRANGER	20,5 €
PAR AVION DOM/TOM	21,5 €

Abonnement simple
Revue internationale

FRANCE	18,5 €
ETRANGER	17 €
PAR AVION DOM/TOM	18,5 €

Abonnement couplé : journal + revue

1 an	6 mois
FRANCE : 35 €	16 €
ETRANGER : 38 €	17 €
PAR AVION DOM/TOM : 38 €	17 €

Abonnement diffuseur
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :

Révolution internationale
abonnement à 3 : 45 €
à 5 : 73 €

Revue internationale
abonnement à 2 : 31 €
à 3 : 45 €

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal
à l'ordre de RI – CCP 523544Y – Rouen, à adresser à la boîte postale de RI.

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Au-delà des discussions que nous pouvons avoir lors de nos réunions publiques et permanences, nous appelons donc vivement nos lecteurs à nous écrire, soit par courrier classique, soit par e-mail ou encore, en utilisant la nouvelle fonctionnalité de notre site internet qui permet de placer vos commentaires à la suite des articles que nous y publions.

CHANGEMENTS D'ADRESSE POSTALE

Du fait des conditions politiques actuelles au Venezuela, la BP a été fermée. Nous demandons aux lecteurs d'envoyer leur courrier à la BP du CCI en France ou par e-mail à *venezuela@internationalism.org*.

LISEZ



Courant Communiste International

1e semestre 2014

Revue Internationale

Editorial
Les guerres de l'été 2014 illustrent l'avancée de la désintégration du système

1914 : Le chemin vers la trahison de la Social-démocratie allemande

Sur la nature et la fonction du parti politique du prolétariat (Internationalisme n° 38 – octobre 1948)

La guerre d'Espagne met en évidence les lacunes fatales de l'anarchisme (*Bilan* 46, Décembre-Janvier 1938)

153

3,00 euros - 5 FS - 6 $Can
Parait tous les 4 mois



À lire sur fr.internationalism.org

Résolution sur la situation en France

Sur la conférence débat de Philippe Bourinet

Réunion publique à Budapest
Comment la classe ouvrière a mis fin à la Première Guerre mondiale

L'internationalisme prolétarien,
seul antidote au poison nationaliste
(courrier de lecteur)

Massacre d'étudiants au Mexique
Le vrai visage du capitalisme pourrissant

PUBLICATIONS DU CCI

Révolution internationale
Mail Boxes 153
108, rue Damremont
75018 Paris

Acción Proletaria
Ecrire à l'adresse postale
de *Révolution internationale*

Internationalisme
BP 94, 2600 Berchem
BELGIQUE

Internationalism
PO Box 90475
Brooklyn, NY 11209 – USA

Internacionalismo
Changement
d'adresse postale :
voir ci-contre.

Internationell Revolution
IR, Box 21106,
10031 Stockholm – SUEDE

Rivoluzione internazionale
CP 469, 80100 Napoli
ITALIE

Wereld Revolutie
P.O. Box 339
2800 AH Gouda – PAYS BAS

World Revolution
BM Box 869,
London WCI N 3XX
GRANDE-BRETAGNE

World Revolution
AUSTRALIE
Ecrire à l'adresse postale
en Grande-Bretagne

Weltrevolution (Allemagne)
Postfach 2216
CH-8026 Zürich
SUISSE

Weltrevolution (Suisse)
Postfach 2216
CH-8026 Zürich
SUISSE

Revolución Mundial
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico
MEXIQUE

Communist Internationalist
(publication en langue hindi)
POB 25, NIT,
Faridabad 121 00
HARYANA INDIA

BROCHURES DU CCI (tous nos prix sont en euros)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.
(2,5 + frais d'envoi : France 2,11 / Etranger 4)

La décadence du capitalisme
(2,5 + 2,11 / 4)

Les syndicats contre la classe ouvrière
(2,5 + 2,11 / 4)

Nation ou classe
(3 + 2,11 / 4)

Le trotskisme contre la classe ouvrière
(4,5 + 2,11 / 4)

Organisation communiste et conscience de classe
(4 + 2,11 / 4)

Guerre du Golfe
(2,5 + 2,11 / 4)

L'État dans la période de transition
(3 + 2,11 / 4)

La Gauche communiste d'Italie
(8 + 3,77 / 6)

La Gauche hollandaise
(12 + 3,77 / 6)

La Gauche communiste de France
(4 + 2,11 / 4)

L'effondrement du stalinisme
(3 + 2,11 / 4)

La Révolution russe
(2,5 + 2,11 / 4)

Bilan de la lutte des infirmières – Octobre 1988
(2 + 2,11 / 4)

Luttes dans la fonction publique de décembre 95
Une victoire pour les syndicats,
une défaite pour la classe ouvrière
(2 + 2,11 / 4)

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital
(4,5 + 2,11 / 4)

Comment le PCF est passé au service du capital
(3 + 2,11 / 4)

La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme
(3 + 2,11 / 4)

Octobre 17
(3 + 2,11 / 4)

Le communisme n'est pas un bel idéal...
... mais une nécessité matérielle
... il est à l'ordre du jour de l'histoire
(3 + 2,11 / 4)

Les élections : un piège pour la classe ouvrière
(2 + 2,11 / 4)

APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son État pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y – Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

SOUSCRIPTIONS AVRIL

Nord
M. Flo, 7 € ; Z, 30 €

Toulouse
Jac, 10 € ; Olg, 50 € ;
Sa, 10 € ; Ra, 100 € ;
Cl, 10 € ; To, 30 €

Total : 247 €

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P. • Imprimé sur les presses de l'Imprimerie MENARD, 2721 La Lauragaise, route de Baziege, BP 820, 31682 Labege Cedex • Directeur de la publication : D. Van Celst • Nº de Commission paritaire : 54267

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Jean Jaurès et le mouvement ouvrier (III)

La fondation d'un parti socialiste unifié

Nous avons vu que Jaurès avait côtoyé Bernstein de près. Il n'est pourtant pas possible de le placer dans le camp du révisionnisme. De même, il n'y avait aucune trace chez lui du philistinisme d'un Kautsky qui succombe aux sirènes centristes vers 1906. Nous avons vu ses liens intimes avec les membres de l'aile droite de l'Internationale ouvrière. Son opportunisme était celui que le mouvement ouvrier de l'époque a dû confronter et qui se caractérise à la fois par une impatience quant aux résultats de la lutte (on préfère sacrifier le but final au profit de réformes immédiates pour une large part illusoires) et une adaptation au monde capitaliste environnant (on se contente de la dynamique progressiste et du contexte pacifique qui permettaient d'augmenter, relativement et illusoirement, la sécurité des ouvriers et on sacrifie les intérêts du mouvement général). Mais sa forte personnalité le plaçait au-dessus des autres opportunistes. Après son adhésion au socialisme, il continua de se consacrer au service du droit, de la liberté et de l'humanité. Mais, comme le notait Trotski, ce "*qui chez les déclamateurs français ordinaires n'est qu'une phrase vide,* [Jaurès y] *mettait, lui, un idéalisme sincère et agissant*". Trotski le présente à juste titre comme un idéologue au sens positif du terme, quelqu'un qui s'empare de l'idée comme d'une arme terrible dans la lutte pratique quotidienne, et il l'oppose au doctrinaire et au praticien-opportuniste : "*Le* doctrinaire *se fige dans la théorie dont il tue l'esprit. Le praticien-opportuniste s'assimile des procédés déterminés du métier politique ; mais qu'il survienne un bouleversement inopiné et il se trouve dans la situation d'un manœuvre que l'adoption d'une machine rend inutile. L'idéologue de grande envergure n'est impuissant qu'au moment où l'histoire le désarme idéologiquement, mais même alors il est parfois capable de se réarmer rapidement, de s'emparer de l'idée de la nouvelle époque et de continuer à jouer un rôle de premier plan. Jaurès était un idéologue. Il dégageait de la situation politique l'idée qu'elle comportait et, dans son service à cette idée, ne s'arrêtait jamais à mi-chemin.*" [1]

Nous avons déjà noté les réticences de Jaurès à l'égard du marxisme. Il y voyait un déterminisme économique froid ne laissant aucune place pour l'individu et pour la liberté humaine en général. Son regard était détourné vers le passé et les grandes heures de la révolution bourgeoise : "*C'est l'honneur de la Révolution française d'avoir proclamé qu'en tout individu humain, l'humanité avait la même excellence native, la même dignité et les mêmes droits*", disait-il [2]. De par sa formation et de par la situation générale en France à l'époque, il n'arrivait pas à voir que le matérialisme de Marx – souvent mal interprété sous la forme d'un déterminisme économique absolu – contenait une explication cohérente de l'histoire humaine qui, au lieu de les étouffer, donnait au contraire toute leur place – et leur fondement – à l'action des classes, à la force de la volonté et à l'individu qui sous le capitalisme était écrasé au nom du collectif anonyme et de la nation. La glorification de l'individu sous le capitalisme était en réalité le masque de sa négation absolue. Dans sa critique impitoyable de la société bourgeoise, Marx mit en évidence les phénomènes du fétichisme de la marchandise et de la réification. Jaurès ne pouvait pas non plus reconnaître la présence chez Marx d'une authentique éthique prolétarienne [3].

Cependant, son dévouement à la cause de l'émancipation prolétarienne lui permit de ne jamais se détourner de la perspective d'une société sans classes, sans propriété, où les moyens de production seraient gérés en commun. Il a lu Marx, il admirait son travail et adhérait à la théorie de la valeur exposée dans *le Capital*. Alors qu'en France, la tendance était à la sous-estimation des controverses théoriques, Jaurès participa, avec Jules Guesde et Paul Lafargue, à des discussions publiques sur des sujets traités en profondeur. Le 12 décembre 1894, Jaurès répond à l'invitation du Groupe des étudiants collectivistes qui organisait une controverse sur "Idéalisme et matérialisme dans la conception de l'histoire". Dans son exposé, on sent qu'il se confronte à ses propres contradictions : "*Je ne veux pas dire qu'il y a une partie de l'histoire qui est gouvernée par les nécessités économiques et il y en a une autre dirigée par une idée pure, par un concept, par l'idée, par exemple, de l'humanité, de la justice ou du droit ; je ne veux pas mettre la conception matérialiste d'un côté d'une cloison, et la conception idéaliste de l'autre. Je prétends qu'elles doivent se pénétrer l'une l'autre, comme se pénètrent, dans la vie organique de l'homme, la mécanique cérébrale et la spontanéité consciente.*" [4] Paul Lafargue lui répond le 10 janvier 1895. Il commence ainsi : "*Vous comprendrez que c'est avec hésitation que j'ai assumé la tâche de répondre à Jaurès, dont l'éloquence fougueuse sait passionner les thèses les plus abstraites de la métaphysique. Pendant qu'il parlait, je me suis dit et vous avez dû vous dire : il est heureux que ce diable d'homme soit avec nous.*" [5] L'expérience se renouvelle en 1900, lorsque Jaurès et Guesde s'affrontèrent à l'hippodrome de Lille dans une polémique où furent confrontées "Les deux méthodes", la méthode révolutionnaire et celle du réformisme.

Le moment décisif de l'évolution de Jaurès a été le Congrès de l'Internationale à Amsterdam en 1904. Avec toute la conviction dont il est capable, il y défend ses thèses sur le ministérialisme et la défense de la République dans plusieurs discours. L'affrontement avec Auguste Bebel a été acharné, mais il mène sa démonstration avec un tel brio qu'il souleva les applaudissements du Congrès. Jaurès était un adversaire que l'on respecte, R. Luxemburg dut même traduire l'un de ses discours à cause du manque de traducteurs. Le Congrès finalement condamna ses positions, et d'une façon beaucoup plus nette qu'au dernier Congrès international de Paris. Jaurès se soumet à la discipline, parce qu'il est profondément attaché au mouvement international du prolétariat, parce qu'il sentait les pièges que comportait la participation gouvernementale, et aussi parce qu'il voulait éviter à tout prix un nouvel échec de l'unification des socialistes en France. Une motion spéciale du Congrès est votée à l'unanimité et appelle, avec insistance, les socialistes français à réaliser enfin leur unité. L'un des considérants de cette motion disait : "*Il ne doit y avoir qu'un seul Parti socialiste comme il n'y a qu'un seul prolétariat.*" [6]

L'échec de la Commune de Paris, écrasée dans le sang par la République démocratique bourgeoise d'Adolphe Thiers, a provoqué une période de dépression du mouvement ouvrier en France. Au moment où il a commencé à se ressaisir à la fin des années 1870, il se présentait comme un assemblage incohérent d'éléments disparates. Il y avait les mutuellistes proudhoniens, les utopistes de la vieille école comme Benoît Malon, les anarchistes, des syndicalistes bornés patronnés par le Parti radical, des blanquistes, des collectivistes et enfin les anciens communards portés sur la phrase insurrectionnelle. Dans ces circonstances, l'unification du mouvement ouvrier va prendre des formes différentes en comparaison des autres pays. Avant de se regrouper, il fallait tout d'abord franchir une première étape marquée par un processus de différenciation et d'éliminations progressives des éléments hétérogènes. En 1879 se constitue le premier parti d'obédience marxiste, le Parti ouvrier français de Jules Guesde, et deux ans plus tard, les blanquistes se regroupent derrière Édouard Vaillant dans le Comité révolutionnaire central. Une réelle clarification était apparue sur la base des tâches présentes des socialistes qui soulignaient l'importance de l'action politique et du parlementarisme ouvrier. Malgré une rapprochement, ceux qu'on appelait les "partis de la vieille école" se regardaient en chiens de faïence et étaient incapables, du fait de leur histoire et du fait des erreurs politiques accumulées, de militer pour l'unification du mouvement. Seules des forces neuves et indépendantes pouvaient assumer ce rôle.

Voilà qui offrait tout un champ d'action à des personnalités comme Jean Jaurès. La crise du Parti radical apporta du sang neuf et des nouveaux militants. Mais ils étaient marqués par leur origine petite-bourgeoise et se présentèrent comme des socialistes indépendants, au-dessus des partis. Il y avait donc le risque que le mouvement ne perde sa physionomie de classe, seuls les vieux partis socialistes pouvaient éviter ce piège. Rosa Luxemburg décrit ainsi la situation : "*Si les vieux partis se révélaient incapables de traduire l'objectif final socialiste en mots d'ordre pratiques applicables à la politique du moment, les "indépendants" ne pouvaient, dans la conjoncture politique présente, préserver l'empreinte de l'objectif final socialiste. Les fautes des indépendants prouvaient avec évidence que le mouvement de masse du prolétariat avait besoin pour le diriger d'une force organisée et éduquée sur des principes solides ; d'autre part, l'attitude des anciennes organisations prouvait qu'aucune d'entre elles ne se sentait capable de mener à elle seule cette tâche.*" [7]

L'évolution de la situation avec la montée du militarisme et des tensions impérialistes, avec la crise des gouvernements radicaux successifs, donna la dernière impulsion. Après un échec en 1899, du fait des désaccords sur le ministérialisme, l'unification des socialistes est réalisée au Congrès de la

(suite page 6)

1) Les deux dernières citations sont tirées de "Jean Jaurès", article de 1915 dans Léon Trotski, *Le Mouvement communiste en France (1919-1939)*, *op. cit.*, p. 32.

2) Cité par la revue *l'Histoire*, n° 397, mars 2014, p. 48.

3) *"La critique de la religion s'achève par la leçon que l'homme est, pour l'homme, l'être suprême, donc par l'impératif catégorique de bouleverser tous les rapports où l'homme est un être dégradé, asservi, abandonné, méprisable (…)." Pour une critique de la philosophie du droit de Hegel. Introduction*, dans Karl Marx, Œuvres III, Paris, éd. Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1982, p. 390.

4) Cité par la revue *l'Histoire* n° 397, mars 2014, p. 50.

5) L'exposé se trouve dans Paul Lafargue, *Paresse et révolution. Écrits, 1880-1911*, Paris, éd. Tallandier, Coll. Texto, 2009, p. 212.

6) Alfred Rosmer, *Le Mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale*, Paris, éd. d'Avron, 1993, tome I, p. 41.

7) "L'unification française", article de 1899 dans Rosa Luxemburg, *Le Socialisme en France (1898-1912)*, *op. cit.*, p. 81.

NOS POSITIONS

• Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

• La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la Révolution russe, mais son fossoyeur.

• Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'État, propre à la période de décadence.

• Depuis le début du XXe siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre États, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

• Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiteurs.

• Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

• Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communistes" (les ex-"communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

• Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

• Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

• Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

• La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'État capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les États et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

• La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "autogestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

• L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni "d'organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

– La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

– L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

– Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la IIIe Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.